

Journée de l'économie
Discours du président
Vendredi 31 août 2012

Le discours prononcé fait foi.

Gerold Bührer, président

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, ceci est mon dernier discours en tant que président d'economiesuisse. Il revêt une importance particulière à mes yeux. Pourquoi ? Tout simplement parce que j'aimerais partager une fois encore avec vous quelques réflexions sur des thèmes qui me paraissent essentiels.

En Asie, mais aussi sur le continent américain, deux questions brûlantes sont sur toutes les lèvres. Premièrement, quand, si tant est qu'elle y réussisse, l'Europe parviendra-t-elle à sortir de la crise et, deuxièmement, pourquoi et combien de temps encore la Suisse parviendra-t-elle à résister aussi bien à la tourmente européenne ?

Parmi toutes les différences heureusement favorables à notre pays apparaît un dénominateur commun. Alors que l'on semble s'accoutumer à la crise dans la zone euro, après plus de vingt sommets depuis l'éclatement de la débâcle grecque, notre pays, lui, commence à s'habituer au succès. Pour ce qui concerne la zone euro, une chose est désormais claire : le maintien du statu quo et la dissimulation des problèmes par des injections de fonds de la BCE ne permettront pas d'alléger le poids de la plus grande dette accumulée depuis plus de cent ans. Le modèle auquel la Suisse doit son succès ne va pas de soi et ne résisterait pas à la négligence et à la complaisance.

L'union monétaire, sous sa forme actuelle, ne subsistera durablement que si les exigences institutionnelles et économiques sont satisfaites. Cela ne paraît pas réalisable dans un avenir prévisible. Une union fiscale fédérale restera notamment un vœu pieu au regard du renforcement en cours des forces centrifuges. À quoi s'ajoute le fait que cette démarche fait fi de l'histoire européenne et qu'elle saperait la nécessaire concurrence entre les systèmes, qui est un préalable à la compétitivité. **Plus on tarde à traiter le mal à la racine, plus les coûts économiques, et surtout politiques, seront élevés.**

Nous commençons à ressentir massivement les contrecoups de la tempête européenne. Nous ne réussirons à la contenir qu'en nous appuyant sur les valeurs et les solutions qui ont renforcé notre économie. Ni l'interventionnisme de l'État, avec d'éphémères programmes de stimulation de la demande, ni l'ouverture des vannes dans la politique financière ne remplaceront la résolution des pro-

blèmes de fond. Compte tenu du durcissement des conditions de concurrence, les effets de tels stimulants durent très peu. **En Suisse, il n'existe tout simplement pas d'alternative à une politique de croissance basée sur l'économie de marché et à une politique budgétaire solide, garantissant l'attrait et la sécurité fiscaux.**

Un coup d'œil dans le passé montre clairement les éléments sur lesquels se fonde le succès du modèle suisse : premièrement, la sécurité du droit, liée à une grande fiabilité des politiques économique, financière et fiscale. Deuxièmement, la protection constitutionnelle de la liberté d'entreprise et de la propriété. Troisièmement, l'indépendance intangible de la politique monétaire de la Banque nationale. Quatrièmement, la grande souplesse du droit du travail et des sociétés anonymes. Cinquièmement, des marchés ouverts. Sixièmement, un système de formation dual et des hautes écoles compétitives. Et enfin, septièmement, la démocratie directe et le partenariat social. **L'essentiel reste toutefois la capacité d'aborder les mutations en temps utile et de manière constructive.**

Avec un taux d'exportation de près de 55 % du produit intérieur brut et une contribution des sociétés multinationales de 30 % à la création de valeur, la Suisse est plus que tout autre pays européen tributaire de ces éléments. Plus de 500 multinationales ont un siège international ou régional dans notre pays. **Nous sommes redevables à un entrepreneuriat dynamique et cosmopolite du fait que notre pays occupe une place de pointe en matière de compétitivité et que plus de 220 000 emplois ont pu être créés au cours des cinq dernières années, soit 7 % de l'ensemble du marché du travail. Ces chiffres devraient nous conforter dans l'idée que nous saurons aussi affronter les mutations à venir.**

Alors que des vents contraires soufflent en Europe, ce n'est pas le moment de fragiliser nos atouts. Il convient au contraire de les renforcer. Il faut se garder de réduire la liberté d'entreprise garantie, la primauté de la concurrence ou les droits de propriété en raison d'un activisme politique à court terme. L'exhortation de Jeanne Hersch, dans les années 1980, à ne pas perdre la capacité de supporter la liberté reste toujours d'actualité au regard de la présente vague de réglementation.

Dans le contexte de la perte de confiance vis-à-vis de l'euro, **il n'y a pas dans les circonstances actuelles d'alternative à la sauvegarde du cours plancher.** Compte tenu de son mandat constitutionnel et de la nécessité d'éviter des conflits d'intérêts, la Banque nationale ne peut, malgré les grandes quantités de réserves de devises accumulées, jouer de surcroît le rôle d'un fonds d'investissement.

Suite au blocage de la libéralisation multilatérale du commerce et **de l'érosion de l'Europe, il y a lieu de poursuivre de manière ciblée la politique de libre-échange menée jusqu'ici avec succès avec des pays extra-européens.** Là aussi s'applique le principe selon lequel la qualité prime sur la quantité. Le cas échéant, il faudra notamment veiller à ce que ni la protection de la propriété intellectuelle ni nos intérêts dans les marchés publics n'en pâtissent. Il n'est pas non plus acceptable que les fruits susceptibles d'être récoltés par notre économie soient mis en péril en Suisse par des intérêts particuliers. Je n'appelle pas ici à un sacrifice de l'agriculture. Mais il ne faut pas balayer les opportunités d'exporter des aliments de qualité élevée. **Plutôt que nous complaire à opposer l'agriculture à l'industrie, nous devons viser une réussite économique globale.** La vision stratégique ne doit pas être brouillée par des velléités d'isolement à courte vue.

Enfin, le tandem science et économie est indispensable pour sauvegarder notre position de pointe en matière d'innovation. **La promotion nécessaire des disciplines MINT ne doit pas être cantonnée au niveau universitaire, mais doit débiter au niveau de la scolarité obligatoire.** C'est pourquoi il est demandé aux cantons, dans le cadre du plan scolaire 21, de ne pas différer davantage une meilleur

leure prise en compte des sciences naturelles et des mathématiques. Nonobstant la souveraineté des cantons en matière d'enseignement, la Confédération est tenue, si nécessaire, d'exercer l'influence nécessaire.

Dans la perspective de la mise en œuvre de la nouvelle politique énergétique, la garantie de la sécurité d'approvisionnement à des prix compétitifs est un facteur-clé, qu'il convient de ne pas perdre de vue. **L'économie n'entend pas faire obstruction. Elle ne négligera aucun effort pour contribuer à la faisabilité de ce grand projet. En revanche, s'il implique une réforme fiscale écologique en solitaire, celle-ci sera politiquement et économiquement mort-née.** Elle aurait notamment pour effet d'affecter lourdement la place économique, raison pour laquelle nous ne lui accorderons pas notre soutien. La perspective évoquée à ce propos d'un double dividende est illusoire. Il est clair à mes yeux que le succès passe par l'innovation technologique, des incitations et l'intensification de la recherche et du développement.

Celui qui connaît une réussite prolongée court souvent le risque de camper sur ces positions et de devenir complaisant. Suite à la stagnation économique des années 1990, les piliers de la croissance que sont les politiques budgétaire et fiscale, l'économie extérieure et la concurrence ont été renforcés. En comparaison, le bilan de ces dernières années est tout sauf réjouissant. **Aucune avancée n'a été enregistrée que ce soit dans la politique fiscale, dans la prévoyance vieillesse, dans l'ouverture du marché postal ou dans la politique de la santé.** Or le durcissement du contexte global ne nous laisse guère de temps. Il ne serait pas acceptable que le bilan du programme de croissance 2012-2015 du Conseil fédéral soit une nouvelle fois décevant, du fait de blocages par des alliances contre nature ou de la préséance accordée à des intérêts particuliers.

La Suisse, élève modèle en matière économique, n'est guère aimée dans une Europe en crise, avec des taux de chômage supérieurs à 10 %. Dans le fond, ce n'est pas très différent de la situation du canton de Zurich aux Chambres fédérales. **Or il est tout simplement incompréhensible que dans un environnement aussi rude, des cercles politiques se préparent à céder des avantages à la légère ou sans qu'il y ait une pression de l'extérieur.** Ainsi, personne ne remet en cause la procédure, reconnue internationalement, d'apports de capitaux dans la fiscalité d'entreprise, sauf le Conseil fédéral, qui avait pourtant, soutenu cette révision avec des arguments solides. On ne peut admettre que s'installe une telle politique fiscale en dent de scie. Les régimes fiscaux spéciaux – un autre sujet brûlant – contribuent de manière substantielle aux recettes de la Confédération. Il apparaît dès lors clairement que, **outre les cantons, la Confédération est tenue d'apporter sa contribution à la consolidation de cet avantage économique par une réduction de l'impôt sur les bénéficiaires.**

Malgré toute la compréhension que l'on peut avoir pour la lutte contre les abus dans le droit du travail ou des sociétés anonymes, **il n'est pas admissible que les avantages de notre système soient affaiblis par une spirale de surréglementation.** Avec le contre-projet indirect à l'initiative sur les rémunérations abusives, l'économie soutient une extension sensible des droits de participation des actionnaires, notamment en matière de rémunération. Cette réforme législative peut être mise en œuvre sans délai et évite que se mette en place l'excédent d'exigences rigides de l'initiative, sans lien d'ailleurs avec les décisions relatives à la rémunération. Ces exigences auraient pour effet de catapulter la Suisse en tête du classement peu flatteur de la surréglementation des sociétés. Ceux qui entendent mettre le holà aux rémunérations abusives, mais sans porter atteinte aux entreprises multinationales et, indirectement, aux PME, rejettent l'initiative et soutiennent clairement le contre-projet indirect.

La protection de la sphère privée et la fiabilité juridique de la Suisse sont des valeurs précieuses, notamment pour la place financière. C'est pourquoi nous devons éviter d'aller au-delà des standards internationaux sous la pression d'États pratiquant de leur côté une double morale manifeste, à l'exemple

des récentes discussions relatives à l'accord avec la France sur l'imposition des successions. **Le modèle de l'impôt libérateur crée une alternative stratégique à l'échange automatique d'informations.** Ni l'allusion à la charge de cavalerie de l'ancien ministre allemand des Finances ni les effets de manche de ses collègues de parti ne doivent nous détourner de cette voie. Il reste à espérer, pour autant que l'accord sur l'impôt libérateur avec l'Allemagne soit finalement ratifié, que sa mise en œuvre n'échoue pas, dans ce pays qui a vu naître de grands linguistes, en raison d'une interprétation curieuse de ce qu'est ou n'est pas un revenu. **Dans l'éventualité d'un refus de la partie allemande, il ne sera purement et simplement pas question d'apporter des correctifs au projet, et surtout pas via des chemins politiques et juridiques discutables, comme la loi sur l'assistance administrative. C'est cet accord ou rien d'autre.**

Plutôt que de jouer les Cassandra ou de se mortifier chaque fois que la Suisse essuie une attaque, il est urgent de stopper la guerre de tranchées et de se mobiliser clairement en faveur de nos intérêts nationaux. À cet égard, c'est avant tout au Conseil fédéral d'agir. Quand la City de Londres se retrouve sous les tirs politiques, les rangs se resserrent immédiatement, y compris dans les médias les plus influents. Le dernier exemple en date concerne les reproches adressés par les États-Unis à la Standard Chartered Bank. Des parlementaires conservateurs et travaillistes les ont aussitôt dénoncés comme une attaque déloyale contre la place financière de Londres. Qu'on imagine la gauche suisse, plutôt que de continuer à soutenir les opposants à l'accord sur l'impôt libérateur, se rende en pèlerinage à Berlin aux côtés de représentants des partis bourgeois pour y défendre les intérêts économiques et financiers de notre pays. **À force de restreindre et de remettre en question, nous devons à nouveau nous préoccuper davantage de savoir comment notre place financière peut générer de la croissance.**

Mesdames et Messieurs, j'ai été actif pendant trente ans comme parlementaire de milice et ces six dernières années dans la politique associative. Je me suis régulièrement penché sur le déclin économique de la Grande-Bretagne des années 1970 et l'économie planifiée au mépris des individus en Europe de l'Est. Marqué par les rencontres faites dans les États concernés, **je me suis constamment efforcé de consolider la position de notre pays par d'intenses échanges d'expérience économique et politique.** Convaincu que seule une économie de marché efficace était en mesure d'assurer de l'innovation, de la compétitivité et, au-delà des aspects économiques, la liberté, je ne me suis jamais détaché de ces valeurs. Cela dit, les meilleures recettes fondées sur l'histoire ne suffisent pas si la volonté de les mettre en œuvre politiquement fait défaut. L'économie et la politique seront plus sollicitées que jamais. Ceci vaut pour l'Europe, mais aussi pour la Suisse. **Pour en venir à ma question initiale : notre pays pourra subsister avec succès dans un environnement fragilisé si la volonté de créer des passerelles dans l'intérêt d'une économie performante reprend le dessus.**

Malgré toutes les vicissitudes, nos entreprises sont parvenues depuis la crise des « subprimes » de 2007 à accroître tout à la fois l'emploi et les exportations en termes réels. Il m'importe personnellement, au terme de mon mandat présidentiel, de souligner une nouvelle fois ceci : rester sur la voie du succès suppose, outre la maîtrise des tâches entrepreneuriales extrêmement exigeantes, un engagement convaincant en faveur d'une politique favorable à l'économie. Et permettez-moi d'être clair : **c'est justement parce que les défis consécutifs à la détérioration de l'environnement européen exigent de notre part des prestations exceptionnelles, mais aussi des sacrifices, que l'élite économique est tenue d'assumer ses engagements également hors des entreprises.** L'ouverture à la nouveauté ainsi que le réalisme et la modération en termes de rémunération sont des vertus indispensables pour que l'adaptation de l'économie aux pressions puisse être maîtrisée de manière ordonnée et la confiance dans l'économie de marché renforcée. La mondialisation ne nous autorise pas à simplement ignorer les sensibilités exacerbées qui se font sentir au sein de la société. À défaut,

les réactions politiques contraires et les régulations excessives nous priveront progressivement des fondements à la base du succès économique.

Pour terminer, un mot encore à l'intention du monde politique : le foisonnement d'intérêts particuliers obstructifs ou la remise en question de valeurs éprouvées, surtout quand d'autres pays font pression sur la Suisse, affectent simultanément notre réputation et nos forces. **Celui qui fait fi de ces valeurs pour obtenir des succès rapides lors de négociations porte durablement atteinte à sa crédibilité. Malgré toute notre compréhension pour leur désir de se profiler, il faut que les forces bourgeoises et libérales, défenseuses de l'économie de marché et de la liberté, parviennent à retrouver des dénominateurs communs sur les questions fondamentales**, plutôt que d'exalter ce qui divise. Nous devons plus que jamais prendre à cœur cet héritage des générations passées. La notion de « swissness » avait été mise au cœur des débats lors de l'année électorale 2011. Ceux qui ont mis tant de vigueur à propager ce concept ne peuvent se soustraire à leur responsabilité dès lors qu'il s'agit de préserver nos intérêts nationaux. Car le fait de resserrer les rangs dans les temps difficiles est un héritage de notre histoire dont nous ne devons pas nous priver à l'avenir. Arrivé au terme de ma présidence, je vous remercie de votre précieux engagement en tant que représentants de la politique et de l'économie.